

ARRETE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire du SEQUESTRE - Tarn ;

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'intervention prévue la semaine du 2 au 6 décembre (probablement mardi 3 décembre) par l'entreprise 3S Equipements Routiers Toulouse, représentée par Giovanni TURALE, pour des travaux de réparation du pont de la rocade

ARRETE

Article 1 : La circulation sera interdite entre le lundi 2 et le vendredi 6 décembre 2024 inclus (durée réelle du chantier : 1 jour) sur :
- l'avenue St Exupéry (sur la portion située entre le pont de la rocade et l'impasse des Taillades)

Article 2 : Une déviation de tous les véhicules s'effectuera par la rue Cap Long et la rue des Taillades

Article 3 : Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier et sur toutes les déviations.
- Défense de stationner.
- Interdiction de dépasser.

Article 4 : Cette interdiction de circulation ne s'applique pas aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Article 5 : L'entreprise engagée dans ces travaux devra maintenir en permanence la propreté, l'état et la viabilité de la chaussée de la voie ouverte à la circulation durant les heures de chantier et lors du repliement du chantier.

La signalisation et la pré-signalisation de chantier seront mises en place, entretenues et déposées, sous contrôle des services de l'entreprise.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise ou la personne chargée des travaux, et le bénéficiaire, destinataire d'un exemplaire du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de son application.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie d'Albi et aux services de secours.

Fait au SEQUESTRE, le 26 novembre 2024

Arrêté publié le **28 NOV. 2024**
Par Mairie du Séquestre

Le Maire,
Gérard POUJADE



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.
Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>